

# **Pour des fronts de lutte pour le droit au logement pour tous**

Le droit au logement est bafoué dans notre pays. Après la tristement célèbre phrase de Sarkozy le 18 décembre 2006 : « *Je veux, si je suis élu président de la République, que d'ici à deux ans, plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de faim et de froid.* » la droite au pouvoir n'a eu de cesse de réduire l'accès pour tous au logement. Alors qu'il faudrait construire au moins 200 000 logements sociaux par an, **il y en aura eu 71 813 en 2011.**

Actuellement **1 300 000 familles attendent que leur demande de logement social soit prise en compte.** Le parc d'HLM (4 millions 100 000 logements) est en grande partie vétuste et en grande précarité énergétique.

Le sous ministre Apparou applique les recettes libérales niches fiscales, surloyers et ventes de logements HLM. Il a ponctionné directement dans les caisses des bailleurs sociaux et a réduit de moitié les dotations de l'Etat pour la construction de logements sociaux.

Cette politique favorise la ghettoïsation avec, dans beaucoup de villes, l'apparition d'un apartheid social.

**A quelques semaines de l'élection présidentielle l'urgence est là, toujours là.**

La fondation abbé Pierre a rendu public ses chiffres 2011.

- **3 651 079 personnes non ou très mal-logées**
- **5 154 599 personnes en réelle fragilité de logement**
- **1 305 200 locataires en difficulté de paiement**
- **565 000 propriétaires ou accédants en difficulté de paiement**
- **120 000 expulsions locatives dont plus de 30 000 effectives.**

Dans le même temps, le coût des loyers a augmenté de façon exponentielle, pour beaucoup de familles c'est plus de 50% des revenus qui y sont consacrés sans compter l'énergie et l'eau.

Dans notre programme « l'Humain d'abord » **nous avons inscrit le droit au logement pour tous comme une priorité**, après des années de règne de la spéculation immobilière, des marchands de sommeil et de la défiscalisation.

Un logement n'est pas un produit financier, c'est l'habitation qui permet à tous et à toutes de vivre de façon décente, d'être à l'abri, d'exister, de construire sa famille.

Le plan d'urgence et les propositions que décline le Front de gauche se conjuguent avec les luttes, les résistances et les solidarités quotidiennes avec ces millions de femmes, d'hommes et d'enfants victimes de la spéculation, des marchands de sommeil mais aussi des maires hors-la-loi SRU.

### **Résistance et solidarité à l'approche de la reprise des expulsions locatives le 15 mars.**

Cette procédure inhumaine est scandaleuse. Elle jette des milliers de familles à la rue, certaines se retrouvent disloquées, les enfants placés à la DDASS pour pauvreté, beaucoup sont enfoncées dans la misère, avec l'avalanche des frais, de justice et d'huissiers.

Cette procédure ne règle rien, au contraire, elle rajoute la misère à la misère et grossie les ayant-droits au DALO.

Ce n'est pas la libéralisation des droits à bâtir qui va enrayer la pénurie de logements sociaux. Cette mesure stupide annoncée par Sarkozy conforterait la spéculation si elle était appliquée.

Ce n'est pas les mesures annoncées par François Hollande qui permettront le droit au logement pour tous. Il faut apprécier à sa juste valeur la priorité pour le logement qui petit à petit devient la règle de tous les candidats mais il y a encore beaucoup d'effort à faire chez celui du PS.

### **Pour le Front de gauche nous déclinons des propositions en rupture avec les dix dernières années.**

D'abord un plan d'urgence pour le logement et contre la spéculation immobilière.

- **Interdiction des expulsions locatives,**
- **Tarifification sociale de l'énergie et de l'eau,**
- **Application du droit de réquisition des logements vacants,**
- **Revalorisation de l'APL et suppression des surloyers.**

**Notre objectif c'est que le logement ne dépasse pas 20% des revenus des familles.**

## **Avec la création d'un service public national et décentralisé du logement, de l'habitat et de la ville.**

Ce service public agira pour un pôle public financier, un pôle public de la construction, une agence nationale foncière en lien avec les collectivités, les représentants des salariés, des associations, des usagers.

- Le financement sera assuré par le relèvement du plafond du livret A, la majoration de 0.55% des contributions des employeurs au 1% logement actuellement de 0.45%, enfin une taxe contribution logement sur les revenus financiers.
- La généralisation des normes environnementales sera la règle avec la création d'une filière éco-construction

Ces propositions méritent d'être débattues et comparées.

Elles seront des points d'appui supplémentaires pour celles et ceux qui luttent et agissent pour le droit au logement pour tous, pour les maires qui prennent des arrêtés anti-expulsion, les collectivités qui poussent à l'application de la loi SRU.

La région Provence Alpes Côte d'Azur vient de voter une délibération qui permet de réduire de 20% les subventions aux communes hors-la-loi SRU. Les associations qui soutiennent et défendent les familles en précarité et bien sûr les militants du Front de gauche.

Il y a là de quoi rassembler, **organiser avec les assemblées citoyennes des fronts de lutte pour le droit au logement pour tous.**

Avant le 15 mars, nous devons interpeller les préfets pour organiser des tables rondes pour la prolongation du moratoire concernant les expulsions mais aussi recenser les logements vacants, les bâtiments vides, mener des actions de réquisition, faire face aux marchands de sommeil, dénoncer la spéculation.

Entourer les familles menacées d'expulsion, obliger au respect de la loi DALO. Enfin organiser des rassemblements, des manifestations, des rencontres avant le 15 mars !

**Faire du 10 mars une grande journée de mobilisation nationale pour le droit au logement pour tous.**